



ANNEXE 3 au CCAP 2018–PFRA–NORMANDIE–ARCHIVAGE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION NORMANDIE

PLATEFORME RÉGIONALE DES ACHATS DE NORMANDIE

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

(article 28 de l'Ordonnance 2015-899 du 23/07/2015)

ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE RELATIF A LA REALISATION DE PRESTATIONS D'ARCHIVAGE AU PROFIT DES SERVICES DE L'ÉTAT ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS EN RÉGION NORMANDIE

La présente convention a pour objet :

- de créer un groupement dans le cadre de l'article 28 de l'Ordonnance 2015-899 du 23/07/2015, entre les signataires, en vue de la passation par la Plateforme régionale des Achats (PFRA) d'un accord cadre portant sur les prestations d'archivage au profit des services de l'État et des établissements publics en région Normandie ;
- de désigner le coordonnateur ;
- de fixer les modalités de fonctionnement de ce groupement et de sa coordination.

ARTICLE 1 : Constitution du groupement

Un groupement pour la réalisation des prestations présentées ci-dessus est constitué selon l'article 28 de l'Ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

Ce groupement est créé en vue de la passation d'un accord-cadre à l'attention de l'ensemble des membres signataires de la présente convention.

ARTICLE 2 : Composition du groupement

Sont membres du groupement les services ayant signé le document d'adhésion, annexé à la présente convention.

La liste des membres du groupement figure en annexe 1 de la présente convention, celle-ci pourra évoluer au cours du marché conformément à l'article 6.3.1 du cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 3 : Service coordonnateur

Les membres du groupement désignent la préfète de la région NORMANDIE, représenté par la PFRA, comme coordonnateur du groupement, ayant qualité de représentant du pouvoir adjudicateur.

En tant que tel, ce service est chargé :

- effectuer des consultations ou réaliser des études de marché, solliciter des avis ou informer les opérateurs économiques de son projet et de ses exigences ;
- de recueillir l'état des besoins ;
- de rédiger les documents de la procédure de consultation ;
- de publier l'avis d'appel à la concurrence ;
- d'ouvrir les plis et choisir le ou les attributaires ;
- d'informer les candidats évincés des choix du coordonnateur ;
- de signer et notifier le(s) marché(s) au(x) titulaire(s) ;
- de communiquer le(s) candidat(s) retenu(s) aux membres du groupement ;
- de décider de la ou des reconductions ;
- de notifier les éventuels avenants ;
- d'effectuer un suivi global de la bonne exécution de l'accord-cadre (suivi du calendrier de déploiement, assistance en cas de litige,...).

Le coordonnateur met en place un groupe de travail composé de représentants des services et établissements membres du groupement.

Le groupement est chargé d'assister le coordonnateur, plus particulièrement, dans les tâches suivantes :

- consolidation des besoins,
- élaboration des documents de la consultation,
- sourcing.

ARTICLE 4 – Adhésion des membres au groupement

Chaque membre adhère au groupement en renseignant et en signant le certificat d'adhésion joint à la présente convention.

Toute nouvelle adhésion après notification fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 5 - Modalités de fonctionnement du groupement :

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération, de même que toutes les fonctions exercées dans le cadre de cette convention (frais de fonctionnement du groupement, procédure de passation de l'accord-cadre et contentieux y afférent). Les membres du groupement ont notamment en charge les frais de personnels et de déplacement engagés dans le cadre du fonctionnement du groupement ainsi que les frais de contentieux afférents à leurs marchés subséquents.

Les frais de publicité sont à la charge du coordonnateur.

ARTICLE 6 : Engagements des membres du groupement

En adhérant à la présente convention, les parties s'engagent notamment à :

- autoriser le représentant du pouvoir adjudicateur à signer en leur nom ;
- fournir tous les éléments descriptifs de leurs besoins ;
- contribuer à la réponse aux questions des candidats sur les documents de la consultation (DC) notamment sur les aspects techniques de leurs besoins ;
- ne pas remettre en cause le choix du représentant du pouvoir adjudicateur ;
- conclure et exécuter leurs marchés subséquents ;
- respecter le principe d'exclusivité du titulaire, à signer le marché subséquent et avenants éventuels, à émettre les bons de commande auprès de ce titulaire dans le délai annoncé à la publication ;
- s'assurer de la bonne exécution des prestations, contrôler le service fait, enregistrer ses factures, les liquider et les mandater ;

- transmettre au coordonnateur, à sa demande, les éléments d'information recueillis dans le cadre du suivi d'exécution de leur marché, qu'ils relèvent d'indicateurs qualitatifs ou quantitatifs ;
- garantir strictement la confidentialité de tous les documents et informations reçus dans le cadre de la présente convention, notamment sur les stratégies d'achat, les projets de dossier de consultation, les éléments relatifs aux candidatures et aux offres, ainsi que toute autre information qui, si elle était divulguée, serait susceptible de porter atteinte, notamment, aux principes de la commande publique et du droit de la concurrence.

ARTICLE 7 : Mode de communication

Les échanges entre les adhérents à la présente convention et le coordonnateur s'effectuent par courriels. Les envois du coordonnateur ne s'effectuent qu'à l'adresse de courriel indiquée par chaque membre dans l'annexe à la présente convention. Les membres informent le coordonnateur, dans les plus brefs délais, de tout changement de l'adresse courriel de leur représentant habilité indiquée en annexe de la présente convention.

ARTICLE 8 : Durée et exécution de la convention constitutive

La présente convention constitutive d'un groupement de commande prend effet à compter de sa date de signature. Elle s'exécutera jusqu'à la dernière date d'échéance de l'accord cadre, qui sera notifié en application des dispositions prévues à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 9 : Différends

La présente convention est régie par le droit français. En cas de difficultés lors de son exécution les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable. Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention qui ne trouvant pas de solution amiable est du ressort du Tribunal administratif de ROUEN.

ARTICLE 10 : Signature

La présente convention de groupement est établie en un seul exemplaire original conservé par le coordonnateur. Les membres du groupement disposent d'une copie.

La préfète de la région NORMANDIE